



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
DE LA
PRÉFECTURE DE LA MEUSE**

Recueil N° 147

28/12/22

- SOMMAIRE -

PRÉFECTURE DE LA MEUSE

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LÉGALITÉ**

**BUREAU DE LA RÉGLEMENTATION ET DES
ÉLECTIONS**

Arrêté n°2022-2466 du 27 décembre 2022 portant publication de la liste des journaux et services de presse en ligne habilités à recevoir les annonces judiciaires et légales pour l'année 2023.

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI, DU
TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS, ET DE LA
PROTECTION DES POPULATIONS**

Arrêté n°DDETSPP-2022-103 portant création du comité départemental des services aux familles de la Meuse.

AVIS DIVERS

Arrêté interdépartemental n° 2022-168 déterminant une zone de contrôle temporaire autour de cas d'influenza aviaire hautement pathogène et les mesures applicables dans cette zone.

Directeur de la publication : M. le secrétaire général de la préfecture de la Meuse

RÉALISATION ET COMPOSITION : BUREAU DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ

pref-raa@meuse.gouv.fr – 03.29.77.56.16

Le recueil des actes administratifs est consultable sur le site internet de la Préfecture :

www.meuse.gouv.fr



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

27 DEC. 2022

**Arrêté n° 2022-2466 du
portant publication de la liste des journaux et services de presse en ligne habilités à recevoir les
annonces judiciaires et légales pour l'année 2023**

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,**

Vu la loi n° 55-4 du 04 janvier 1955, concernant les annonces judiciaires et légales, modifiée par l'article 3 de la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 ;

Vu la loi n° 2015-433 du 17 avril 2015 portant diverses dispositions tendant à la modernisation du secteur de la presse ;

Vu le décret n° 2019-1216 du 21 novembre 2019 relatif aux annonces judiciaires et légales ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH en qualité de Préfet de la Meuse ;

Vu l'arrêté du 7 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-2519 du 13 octobre 2021 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

Vu les demandes d'habilitations présentées ;

Considérant que conformément à l'article 2 de la loi n° 55-4 du 04 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales, les publications de presse et services de presse en ligne d'information générale, judiciaire ou technique, respectant les conditions énumérées à ce même article, sont inscrits de droit sur la liste des journaux autorisés à publier des annonces judiciaires et légales.

Considérant que les demandes d'habilitations formulées par les différents journaux remplissent toutes les conditions fixées dans l'article 2 de la loi n° 55-4 du 04 janvier 1955 concernant les annonces judiciaires et légales, et que ces journaux peuvent être autorisés à publier des annonces judiciaires et légales.

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

Préfecture de la Meuse
Direction de la citoyenneté et de la légalité
Bureau de la Réglementation et des Élections
40 rue du Bourg - CS 30512
55012 Bar-le-Duc Cedex

ARRÊTE

Article 1^{er} : Pour l'année 2023, la liste des publications de presse et services de presse en ligne susceptibles de publier les annonces judiciaires et légales prescrites par le Code civil, les codes de procédures civile ou du commerce, et par les lois relatives à la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats, est établie comme suit :

Pour l'ensemble du département :

soit dans l'un des journaux ci-après :

– L'Est Républicain (quotidien)
rue Théophraste Renaudot – 54185 HEILLECOURT CEDEX

– La Vie Agricole de la Meuse (hebdomadaire)
Zone du Wameau de Belleville – La Warpillère – 55100 BRAS-SUR-MEUSE .

– Meuse Échos (hebdomadaire)
11, allée des Tilleuls – 55400 VAUX-DEVANT-DAMLOUP

soit dans l'un des services de presse en ligne ci-après :

– L'Est Républicain
www.estrepublicain.fr

– Les Tablettes Lorraines
www.tabletteslorraines.fr

– Publi Hebdos
www.actu.fr

Sont exclues de cette disposition, les annonces devant paraître au Journal Officiel de la République française ou à ses annexes.

Article 2 : Le choix du journal ou du service de presse en ligne appartient aux parties qui ont seules le droit de désigner celui dans lequel elles entendent faire paraître leurs annonces judiciaires et légales. Toutefois, les annonces relatives à un même acte, contrat ou procédure, devront être, en principe, insérées dans le journal ou service de presse en ligne où aura paru la première insertion.

Article 3 : Les annonces judiciaires et légales seront, autant que possible, groupées dans une rubrique spéciale.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et notifié aux Sous-Préfets de Commercy et de Verdun, aux Procureurs de la République de Bar-le-Duc et de Verdun, au Président du Tribunal de Commerce de Bar-le-Duc, aux journaux et services de presse en ligne figurant à l'article 1^{er}.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ INTERDÉPARTEMENTAL N° 2022-168
DÉTERMINANT UNE ZONE DE CONTRÔLE TEMPORAIRE AUTOUR DE
CAS D'INFLUENZA AVIAIRE HAUTEMENT PATHOGÈNE
ET LES MESURES APPLICABLES DANS CETTE ZONE**

**La Préfète du département de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des palmes académiques**

**La Préfète du département de la Haute-Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

Vu le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

Vu le règlement (UE) n° 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale («législation sur la santé animale») ;

Vu le règlement d'exécution (UE) n° 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;

Vu le règlement délégué (UE) n° 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 223-8 et R. 228-1 à R. 228-10 ;

Vu le code de la justice administrative, notamment son article R. 421-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment le titre II de son livre IV ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 modifié relatif aux directions départementales interministérielles ;

Vu le décret du 15 février 2022 portant nomination de Madame Anne CORNET en qualité de préfète de la Haute-Marne ;

Vu l'arrêté préfectoral n°52-2022-09-00021 du 5 septembre 2022 portant délégation de signature à Monsieur Maxence DEN-HEIJER, secrétaire général de la Préfecture de la Haute-Marne ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH en qualité de préfète de la Meuse ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 janvier 2008 modifié fixant des mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l'influenza aviaire ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 mars 2018 modifié relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

Vu l'arrêté DDETSPP N°2022-167 portant déclaration d'infection d'une basse-cour par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène ;

CONSIDÉRANT la découverte de cinq cadavres d'oies dans une basse-cour le 20 décembre 2022 sur le territoire de la commune de Nant-le-Petit (55500) ;

CONSIDÉRANT le rapport d'essai rendu par le laboratoire départemental de la Côte d'Or le 22 décembre 2022 indiquant la détection de l'influenza aviaire (gène H5) sur ces mêmes cadavres ;

CONSIDÉRANT la confirmation le 23 décembre 2022 sur ces mêmes cadavres par le Laboratoire national de référence – ANSES Ploufragan, de la contamination par le virus de l'influenza aviaire hautement pathogène, sous-type H5N1 (n° de dossier D-22-11706) ;

CONSIDÉRANT que l'enquête épidémiologique effectuée par la DDETSPP de la Meuse montre que l'hypothèse de la contamination des oies par l'avifaune sauvage est privilégiée ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre des mesures afin d'éviter l'introduction de ce virus d'influenza aviaire hautement pathogène dans le compartiment domestique ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de détecter précocement la présence du virus au sein des élevages de volailles afin de prévenir sa propagation au sein du compartiment domestique ;

Sur proposition des directrices départementales de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Meuse et de la Haute-Marne ;

ARRÊTENT

Article 1^{er} : Définition

Une zone de contrôle temporaire (ZCT) est définie conformément à l'analyse de risque menée par les Directions Départementales de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETSPP) de la Meuse et de la Haute-Marne comprenant l'ensemble des communes listées en annexe.

La zone de contrôle temporaire est soumise aux dispositions décrites dans les articles ci-après.

Article 2 : Recensement des lieux de détention de volailles ou d'oiseaux captifs

Il est procédé au recensement de tous les lieux de détention de volailles ou d'autres oiseaux captifs à finalité commerciale et non commerciale avec l'appui des maires des communes concernées.

Article 3 : Mesures de prévention

1° Dans les exploitations commerciales et non commerciales, les volailles et les oiseaux captifs détenus sont mis à l'abri et leur alimentation et leur abreuvement sont protégés, selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 susvisé.

2° Tous les détenteurs de volailles et oiseaux captifs renforcent les mesures de biosécurité, notamment avec la mise en place d'un système de nettoyage et de désinfection des véhicules et des personnes en entrées et sorties de la zone professionnelle. Ces moyens sont sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné.

3° Les personnes intervenant en élevage mettent en œuvre des mesures de biosécurité renforcées auprès de leurs personnels. L'introduction des matériels et autres intrants en élevage doivent faire l'objet de protocoles spécifiques adaptés à chaque élevage.

4° Les transporteurs mettent en œuvre les mesures de biosécurité conformément à l'arrêté ministériel du 14 mars 2018 susvisé.

5° Les mouvements de personnes, de mammifères des espèces domestiques, de véhicules et d'équipement à destination ou en provenance des exploitations de volailles ou d'oiseaux captifs sont à limiter autant que possible. Les mouvements nécessaires font l'objet de précautions particulières en termes de biosécurité.

Article 4 : Mesures de surveillance en élevage

1° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou de dépassement des critères d'alerte, prévus à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 susvisé, est signalée sans délai au vétérinaire sanitaire qui en réfère à la DDETSPP.

2° Afin de détecter au mieux l'apparition de la maladie, une surveillance est mise en place au moyen d'autocontrôles dans les exploitations commerciales selon les modalités suivantes :

a) Autocontrôles réalisés dans les élevages de palmipèdes, à l'exception du gibier à plumes :

Le détenteur met en place une surveillance hebdomadaire sur animaux morts et sur l'environnement ; en l'absence de cadavres, les prélèvements ne concernent que l'environnement.

Échantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Écouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR
Environnement	Chiffonnette poussière sèche dans chaque bâtiment d'animaux vivants	Une fois par semaine	Gène M	Nouveaux prélèvements par écouvillonnage trachéal et cloacal sur 20 animaux

b) Autocontrôles réalisés dans les élevages de gibier à plumes de la famille des anatidés :

Le détenteur met en place l'une ou l'autre des surveillances suivantes :

- une surveillance hebdomadaire sur animaux morts, ou
- une surveillance bimensuelle sur animaux vivants.

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Écouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR
OU 30 animaux vivants	Écouvillon cloacal et trachéal	Tous les 15 jours	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR

Article 5 : Mesures concernant les mouvements d'animaux et de produits

5-1. Mouvements de volailles, y compris le gibier à plumes

Les mouvements de palmipèdes et de gibier à plumes, en provenance d'exploitations commerciales situées dans la zone de contrôle temporaire, sont conditionnés à la réalisation de contrôles selon les conditions suivantes :

a) Mouvements de palmipèdes:

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
20 animaux	Écouvillonnage cloacal en y incluant le cas échéant les 5 derniers animaux trouvés morts au cours de la dernière semaine	48 h ouvrés avant mouvement	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR

b) Mouvements de gibier à plumes de la famille des phasianidés et anatidés :

Le mouvement de gibier à plumes est autorisé par la DDETSPP pour une période maximale d'un mois, sous réserve des conditions suivantes :

- un plan de biosécurité conforme et daté de moins d'un an ;
- un examen clinique favorable, réalisé par le vétérinaire sanitaire dans le mois qui précède tout mouvement ;
- un dépistage virologique des virus influenza aviaires favorable dans les 15 jours précédant tout mouvement de gibiers à plumes de la famille des anatidés.

c) Mouvements et utilisation des appelants de gibier d'eau :

Le mouvement des appelants de gibier d'eau est autorisé par la DDETSPP sous réserve des conditions suivantes :

Détenteurs de catégorie 1 :

- Transport d'appelants « nomades » inférieur ou égal à 30 appelants par jour et par détenteur et respect des mesures de biosécurité ;
- Utilisation d'appelants « nomades » d'un seul détenteur ;
- Absence de contacts directs entre appelants « résidents » et appelants « nomades ».

Détenteurs des catégories 2 et 3 :

- Transport interdit ;
- Utilisation des appelants « résidents » qui sont déjà sur place et ne nécessitent pas de transport ;
- Absence de contacts directs entre appelants « résidents » et appelants « nomades ».

d) Mouvements et utilisation des autres appelants :

Le transport et l'utilisation des appelants pour la chasse d'autres gibiers que le gibier d'eau sont autorisés sous réserve de mise en place de mesures de biosécurité renforcées dont le nettoyage et la désinfection du matériel et des parties basses du véhicule utilisés.

5-2. Mouvements et utilisation des oiseaux de proie

Le transport et l'utilisation des oiseaux de proie, sont autorisés sous réserve de mise en place de mesures de biosécurité renforcées dont le nettoyage et la désinfection du matériel et des parties basses du véhicule utilisés.

5-3. Mouvements d'œufs à couver

Les sorties des œufs à couver à destination d'un couvoir situé sur le territoire national ou dans un autre État membre de l'Union Européenne peuvent être autorisées par la DDETSPP d'implantation du couvoir, sous réserve des conditions suivantes :

- désinfection des œufs et de leur emballage ;
- traçabilité des œufs et enregistrement régulier des données d'élevage notamment la viabilité et l'éclosabilité des œufs ;
- mise en place de mesures de biosécurité renforcée par le couvoir. Le dossier est à soumettre au préalable au directeur de la DDETSPP.

5-4. Mouvements de poussins destinés aux échanges intracommunautaires

Les sorties de poussins d'un jour issus de cheptels situés en ZCT et destinés à l'élevage dans un autre État membre de l'Union européenne, peuvent être autorisées sous réserve des conditions suivantes :

- sortie des œufs à couver conformes aux conditions définies au paragraphe précédent ;
- vérification, dans les 24 heures qui précèdent le départ aux échanges, que les données d'élevage permettent de s'assurer de l'absence de signe clinique évocateur ou cas suspect d'influenza aviaire.

5-5. Mouvements des œufs de consommation et des viandes de volailles

Les œufs de consommation peuvent quitter les exploitations pour autant qu'ils soient emballés dans un emballage jetable ou composé de matériaux nettoyables et désinfectables et que toutes les mesures de biosécurité requises soient appliquées. La traçabilité des œufs doit être assurée par l'opérateur de collecte et doit être tenue à disposition de la DDETSPP sur demande.

Les viandes issues des volailles détenues en zone de contrôle temporaire peuvent être mises sur le marché et cédées sans conditions particulières au consommateur.

5-6. Mesures relatives aux viandes de gibiers à plumés sauvages

La cession de gibier à plumes prélevé à la chasse est interdite.

5-7. Gestion des cadavres et des autres sous-produits animaux (dont les effluents)

Sauf nécessité de conservation des cadavres à visée diagnostique conformément à l'article 4, les cadavres sont stockés dans des containers étanches et, si besoin, conservés au froid dans l'attente de leur collecte par l'équarrisseur. Les sociétés d'équarrissage mettent en œuvre un dispositif renforcé de biosécurité pour la collecte en zone de contrôle temporaire. Les collectes en zone de contrôle

temporaire sont réalisées après les collectes hors zone de contrôle temporaire dans une même tournée.

Le transport et les épandages de lisier, déjections et litières usagées sont autorisés sous réserve d'être réalisés, pour le transport, avec des contenants clos et étanches et, pour l'épandage, avec des dispositifs ne produisant pas d'aérosols, et d'être accompagnés d'un enfouissement immédiat en cas d'épandage d'effluents non assainis.

Le lisier peut être destiné à un site de compostage ou de méthanisation agréé, effectuant un traitement préalable de ces matières (70 °C / 1 h).

Les autres sous-produits animaux tels que les œufs, leurs coquilles et les plumes sont interdits à l'épandage.

Les sous-produits animaux issus de volailles de la zone réglementée et abattues en abattoir implanté à l'intérieur de la zone sont exclusivement destinés à un établissement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009 susvisé et qui produit des produits transformés. L'envoi en centre de collecte ou en établissement fabriquant des aliments crus pour animaux familiers est interdit.

5-8. Autres mouvements

La vente de volailles démarrées est possible sur les marchés sous réserve de l'absence de contact direct ou indirect avec l'avifaune.

Les rassemblements de volailles sont interdits. Les rassemblements d'oiseaux captifs dont la liste figure à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 16 mars 2016 susvisé restent possibles sur autorisation préalable de la DDETSPP.

Article 6 : Modalités de réalisation des autocontrôles

1° Les prélèvements nécessaires aux autocontrôles sont réalisés, conditionnés et acheminés au laboratoire reconnu ou agréé sous la responsabilité du propriétaire des volailles dans les 48 h.

2° Les autocontrôles sont à la charge du propriétaire.

3° Les résultats de ces autocontrôles sont conservés dans le registre d'élevage et ce conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 juin 2000 susvisé, ils sont également archivés par l'organisation de production. Les résultats de ces autocontrôles sont joints à la fiche relative à l'information sur la chaîne alimentaire (ICA) lorsque les animaux sont destinés à l'abattoir.

Article 7 : Levée de la zone de contrôle temporaire

La zone de contrôle temporaire peut être levée après 21 jours sans découverte de nouvel oiseau infecté, sous réserve favorable des résultats des visites conduites le cas échéant dans les lieux de détention de volailles ou autres oiseaux et sous réserve d'une évolution épidémiologique favorable dans la zone.

Article 8 : Délai de mise en œuvre

Les dispositions concernant les dépistages de l'influenza aviaire par autocontrôles et figurant aux articles 4 et 5 s'appliquent dès que possible et au plus tard 8 jours après la publication du présent arrêté.

Article 9 : Dispositions pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté constituent des infractions définies et réprimées par les articles R. 228-1 à R. 228-10 du code rural et de la pêche maritime.

Article 10 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Directeur du cabinet du Préfet de la Meuse, la Directrice Départementale de l'Emploi du Travail des Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse, le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Meuse, le Secrétaire Général de la Préfecture de la Haute-Marne, le Sous-préfet de Saint-Dizier, le Directeur du Cabinet du Préfet de la Haute-Marne, la Directrice départementale de la protection des populations de la Haute-Marne, le Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Marne, le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale de la Haute-Marne, l'Office français de la biodiversité, la fédération départementale des chasseurs de la Meuse, la fédération départementale des chasseurs de la Haute-Marne, les vétérinaires sanitaires, les maires des communes figurant à l'annexe 1, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meuse et de la Haute-Marne et affiché dans les communes concernées, et dont une copie est adressée aux Procureurs de la République territorialement compétents.

Fait à Bar-le-Duc,

Le 27 DEC. 2022

La Préfète de la Meuse



Pascale TRIMBACH

Fait à Chaumont

Le 27 DEC. 2022

Pour la Préfète de la Haute-Marne
et par délégation,
Le Secrétaire Général



Maxence DENHEIJER

Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé, selon la compétence territoriale, à Madame le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg - 55012 Bar-le-Duc ou à Madame le Préfet de la Haute-Marne, 89 rue Victoire de la Marne - CS 42011 - 52011 CHAUMONT Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau - 75800 - Paris Cedex 08 ; soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex - ou le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne - 25 Rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex - le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr .

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Annexe 1

Liste des communes meusiennes dont le territoire est inclus dans la zone de contrôle temporaire

CODE INSEE	COMMUNE
55010	ANCERVILLE
55015	AULNOIS-EN-PERTHOIS
55029	BAR-LE-DUC
55030	BAUDIGNECOURT
55031	BAUDONVILLIERS
55035	BAZINCOURT-SUR-SAULX
55041	BEHONNE
55049	BEUREY-SUR-SAULX
55051	BIENCOURT-SUR-ORGE
55059	BONNET
55061	LE BOUCHON-SUR-SAULX
55067	BOVIOLLES
55075	BRAUVILLIERS
55079	BRILLON-EN-BARROIS
55087	BURE
55101	CHARDOGNE
55120	COMBLES-EN-BARROIS
55132	COUSANCES-LES-FORGES
55133	COUVERTPUIS
55134	COUVONGES
55138	CULEY
55141	DAGONVILLE
55144	DAMMARIE-SUR-SAULX
55150	DEMANGE-AUX-EAUX
55178	ERIZE-SAINT-DIZIER
55179	ERNEVILLE-AUX-BOIS
55186	FAINS-VEEL
55195	FOUCHERES-AUX-BOIS
55207	GERY
55214	GIVRAUVAL
55221	GUERPONT
55224	HAIRONVILLE
55246	HEVILLIERS
55248	HOUDELAINCOURT
55261	JUVIGNY-EN-PERTHOIS
55282	LAVALLEE
55291	LIGNY-EN-BARROIS
55296	LISLE-EN-RIGAULT
55298	LOISEY
55300	LONGEAUX
55302	LONGEVILLE-EN-BARROIS
55322	MARSON-SUR-BARBOURE
55326	MAULAN
55331	MELIGNY-LE-PETIT
55332	MENAUCOURT
55335	MENIL-SUR-SAULX
55348	MONTIERS-SUR-SAULX

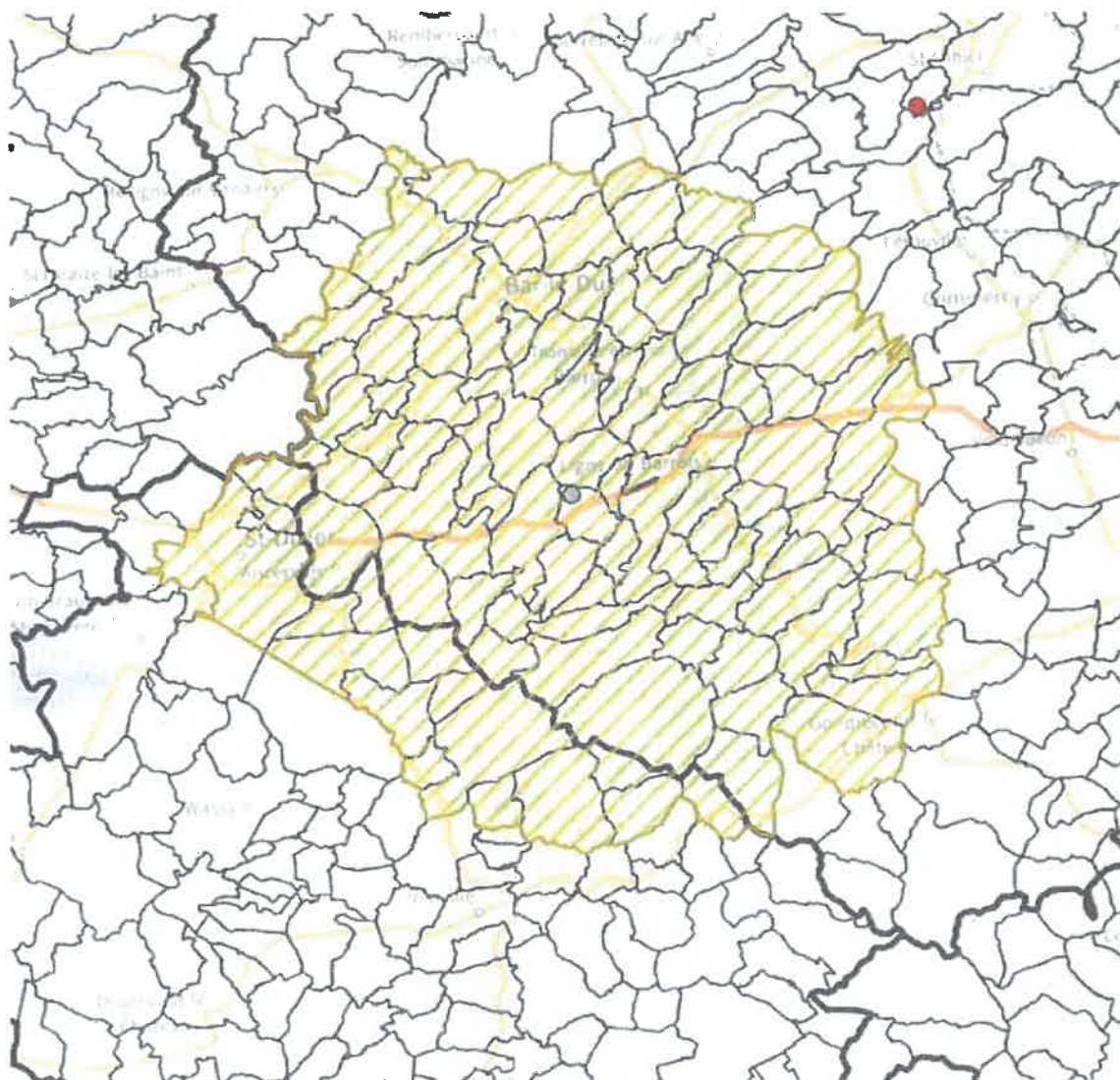
<u>55352</u>	<u>MONTPLONNE</u>
<u>55358</u>	<u>CHANTERAINE</u>
<u>55359</u>	<u>MORLEY</u>
<u>55366</u>	<u>VAL-D'ORNAIN</u>
<u>55369</u>	<u>NAIVES-ROSIERES</u>
<u>55370</u>	<u>NAIX-AUX-FORGES</u>
<u>55371</u>	<u>NANCOIS-LE-GRAND</u>
<u>55372</u>	<u>NANCOIS-SUR-ORNAIN</u>
<u>55373</u>	<u>NANT-LE-GRAND</u>
<u>55374</u>	<u>NANT-LE-PETIT</u>
<u>55376</u>	<u>NANTOIS</u>
<u>55421</u>	<u>REFFROY</u>
<u>55426</u>	<u>RESSON</u>
<u>55430</u>	<u>RIBEAUCOURT</u>
<u>55435</u>	<u>ROBERT-ESPAGNE</u>
<u>55446</u>	<u>RUMONT</u>
<u>55447</u>	<u>RUPT-AUX-NONAINS</u>
<u>55452</u>	<u>SAINT-AMAND-SUR-ORNAIN</u>
<u>55454</u>	<u>SAINT-AUBIN-SUR-AIRE</u>
<u>55459</u>	<u>SAINT-JOIRE</u>
<u>55466</u>	<u>SALMAGNE</u>
<u>55470</u>	<u>SAUDRUPT</u>
<u>55472</u>	<u>SAULVAUX</u>
<u>55476</u>	<u>SAVONNIERES-DEVANT-BAR</u>
<u>55477</u>	<u>SAVONNIERES-EN-PERTHOIS</u>
<u>55488</u>	<u>SILMONT</u>
<u>55494</u>	<u>SOMMELONNE</u>
<u>55501</u>	<u>STAINVILLE</u>
<u>55504</u>	<u>TANNOIS</u>
<u>55514</u>	<u>TREMONT-SUR-SAULX</u>
<u>55516</u>	<u>TREVERAY</u>
<u>55518</u>	<u>COUSANCES-LES-TRICONVILLE</u>
<u>55519</u>	<u>TRONVILLE-EN-BARROIS</u>
<u>55541</u>	<u>VAVINCOURT</u>
<u>55543</u>	<u>VELAINES</u>
<u>55562</u>	<u>VILLERS-LE-SEC</u>
<u>55568</u>	<u>VILLE-SUR-SAULX</u>
<u>55581</u>	<u>WILLERONCOURT</u>
<u>55284</u>	<u>LAVINCOURT</u>

Liste des communes haut-marnaises dont le territoire est inclus dans la zone de contrôle temporaire

CODE INSEE	COMMUNE
<u>52265</u>	<u>BAYARD-SUR-MARNE</u>
<u>52045</u>	<u>BETTANCOURT-LA-FERREE</u>
<u>52099</u>	<u>CHAMOUILLEY</u>
<u>52104</u>	<u>CHANCENAY</u>
<u>52123</u>	<u>CHEVILLON</u>
<u>52156</u>	<u>CUREL</u>
<u>52184</u>	<u>EFFINCOURT</u>
<u>52194</u>	<u>EURVILLE-BIENVILLE</u>

<u>52203</u>	<u>FONTAINES-SUR-MARNE</u>
<u>52347</u>	<u>NARCY</u>
<u>52370</u>	<u>OSNE-LE-VAL</u>
<u>52378</u>	<u>PAROY-SUR-SAULX</u>
<u>52414</u>	<u>RACHECOURT-SUR-MARNE</u>
<u>52429</u>	<u>ROCHES-SUR-MARNE</u>
<u>52448</u>	<u>SAINT-DIZIER</u>
<u>52463</u>	<u>SAUDRON</u>

Cartographie de l'ensemble des communes de la zone de contrôle temporaire





**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de l'emploi, du
travail, des solidarités et de la protection
des populations de la Meuse**

**Arrêté n°DDETSPP-2022-103
portant création du comité départemental des services aux familles de la Meuse**

Le Préfet de la Meuse

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment ses articles L. 214-1, L.214-2 et L.214-3 ;

VU le code de l'éducation, notamment ses articles L.113-1 et L. 542-1 ;

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 2111-3-1 et R. 2111-1 ;

VU l'ordonnance n°2021-611 du 19 mai 2021 relative aux services aux familles ;

VU le décret n°2021-1644 du 14 décembre 2021 relatif à la gouvernance des services aux familles et au métier d'assistant maternel ;

VU le décret du 29 juillet 2020, portant nomination du Préfet de la Meuse, Madame Pascale TRIMBACH ;

VU le schéma départemental des services aux familles du département de la Meuse 2022-2026, signé le 15 décembre 2021 ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de l'Emploi, du travail, des Solidarités et de la Protection des Populations ;

ARRÊTE

Article 1 : Le comité départemental des services aux familles est créé dans le département de la Meuse.

Il est présidé par le Préfet ou son représentant.

Les vices-présidents de ce comité sont :

- Le Président du Conseil départemental, ou son représentant,
- Le Maire de la commune de Contrisson, Monsieur CLAUSSE ;
- Madame SPAETH-ELWART, représentante du Président du Conseil d'Administration de la Caisse des Allocations Familiales.

Article 2 : Le comité départemental des services aux familles est une instance de réflexion, de conseil, de proposition et de suivi concernant toutes questions relatives à l'organisation, au fonctionnement, au maintien et au développement des services aux familles, ainsi qu'au suivi des améliorations de la qualité. Le comité étudie toute question relative aux politiques d'accueil du jeune enfant et de soutien à la parentalité dans le département, et propose dans le cadre des orientations nationales et locales relatives aux services aux familles, les mesures permettant de favoriser leur maintien et leur développement.

Article 3 : Le comité départemental des services aux familles est chargé d'établir et évaluer la mise en œuvre du schéma départemental des services aux familles.

Article 4 : Le comité départemental des services aux familles de la Meuse est composé comme suit :

1° Quatre maires ou présidents d'établissements publics de coopération intercommunale, désignés par l'association départementale des maires, dont un au moins d'une commune de plus de 10 000 habitants ;

Titulaire : Madame le Maire de Bar-le-duc	Suppléant(e) : Madame le Maire de Belleville sur Meuse
Titulaire : Madame la Présidente de la Communauté de communes du Pays de Revigny-sur-ornain	Suppléant(e) : Madame le Maire de Montfaucon d'Argonne
Titulaire : Madame la Présidente de la Communauté de communes de l'Aire à l'Argonne	Suppléant(e) : Madame le Maire de Void-Vacon
Titulaire : Monsieur le Maire de Vaucouleurs	Suppléant(e) : Madame le Maire de Tannois

« 2° Quatre représentant des services du conseil départemental désignés par le président du conseil départemental, dont le médecin responsable du service de protection maternelle et infantile ou son représentant et le directeur de la maison départementale des personnes handicapées ou son représentant ;

Titulaire : Mme/M. le Médecin départemental de PMI ou son représentant	Suppléant(e) : Un responsable de PMI
Titulaire : Madame ROUSSE Caroline, Directrice de la MDPH ou son représentant	Suppléant(e) : M. CHIPOT Julien, Directeur adjoint MDPH
Titulaire : Mme VILLEMINE Fanny, Directrice Enfance- Famille (DEF) ou son représentant	Suppléant(e) : Mme BUCHERT Amélie, Responsable du service prévention administrative à la DEF
Titulaire : Mme MIELLE Stéphanie, Directrice Emploi, Mobilité, Habitat, Logement	Suppléant(e) : Mme ZANDER Corinne, Responsable de la Maison de la solidarité de Ligny en Barrois

« 3° Le directeur responsable de la formation des services du conseil régional Grand Est ;

Titulaire : Madame VILLIERS Céline, Directrice de la formation du Conseil régional Grand Est	Suppléant(e) : Monsieur TARDIEU Jean-Sébastien, Directeur de la maison de la région de Saint-Dizier/Bar-le-duc
--	--

« 4° Trois représentants des services de l'Etat, dont le directeur départemental chargé de la cohésion sociale ou son représentant, le directeur des services départementaux de l'éducation nationale ou son représentant et le directeur des services départementaux compétents en matière de prévention de la délinquance ou son représentant ;

Titulaire : Madame la Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des	Suppléant(e) : Le chef du pôle Solidarités de la Direction départementale de l'Emploi, du Travail, des
--	--

Populations de la Meuse ou son représentant	Solidarités et de la Protection des Populations de la Meuse
<u>Titulaire :</u> Monsieur NALLOT Eric , Assistant social Conseiller Technique Départemental de la DSDEN	<u>Suppléant(e) :</u> Monsieur Marc BACQUEY , Assistant de service social
<u>Titulaire :</u> Madame ANTOINE Reine , Directrice du STEMO de Verdun/Briey de la DTPJJ	<u>Suppléant(e) :</u> Madame DUMANCHIN Cécile , Responsable d'unité de l'UEMO de Verdun de la DTPJJ

« 5° Le délégué départemental de l'agence régionale de santé ;

<u>Titulaire :</u> Madame la Déléguée Territoriale de l'ARS de la Meuse ou son représentant	<u>Suppléante :</u> La cheffe du pôle Promotion de la Santé, prévention, Soins de Proximité et Développement Territorial.
---	---

« 6° Un magistrat désigné par le premier président de la cour d'appel ;

<u>Titulaire :</u> Madame GAUDIN Stéphanie , juge au tribunal judiciaire de Bar-le-Duc	<u>Suppléant(e) :</u> Madame PAPORALKIS Amélie , Vice-présidente chargée des fonctions de juge de contentieux de la protection au tribunal judiciaire de Bar-le-duc
--	---

« 7° Un administrateur de la caisse de mutualité sociale agricole, désigné par le président du conseil d'administration de la caisse après consultation du responsable départemental de l'action sanitaire et sociale de la caisse de la mutualité sociale agricole ;

<u>Titulaire :</u> Madame GUIOT Pascale , représentante des familles	<u>Suppléant(e) :</u> Madame PALIN Valérie , administratrice au CA, représentante du 1 ^{er} collège (exploitants)
--	--

« 8° Quatre représentants des services de la caisse d'allocations familiales ou de la caisse de la mutualité sociale agricole, conjointement désignés par leurs directeurs ;

<u>Titulaire :</u> Monsieur le Directeur de la CAF de la Meuse	<u>Suppléant(e) :</u> Madame la Directrice adjointe de la CAF de la Meuse
<u>Titulaire:</u> Madame BRYCHE Géraldine , chargée de Conseils et Développement - CAF	<u>Suppléante:</u> <i>En attente de désignation</i>
<u>Titulaire :</u> Madame LINARD Bénédicte , chargée de Conseils et Développement - CAF	<u>Suppléant(e) :</u> <i>En attente de désignation</i>
<u>Titulaire :</u> Madame LE CLECH Brigitte , Directrice du pôle « accompagnement social et territoires » MSA	<u>Suppléant(e) :</u> Madame SOUSSAN Marine , Responsable du pôle « développement territorial » - MSA

« 9° Cinq représentants d'associations ou d'organismes gestionnaires d'établissements ou de services d'accueil du jeune enfant ou de soutien à la parentalité ou de leurs regroupements, dont au moins un représentant du secteur public, un représentant du secteur privé non lucratif, un représentant du secteur privé marchand et un représentant d'associations professionnelles d'assistants maternels, désignés par le préfet sur proposition des vice-présidents ;

Titulaire : Monsieur BURGAIN Pierre, Maire et Président du C.C.A.S de Revigny sur Ornain	Suppléant(e) : Madame DESTENAY Agnès, adjointe au Maire et vice-présidente du C.C.A.S
Titulaire : Madame BERTRAND Marie-France	Suppléant(e) : Madame PLATINI Nathalie, adjointe au Maire de Bar le DUC pour le C.I.A.S de l'agglomération de Bar le Duc.
Titulaire : Madame SOLLIER, représentante UFNAFAAM	Suppléant(e) : En attente de désignation
Titulaire : En attente de désignation	Suppléant(e) : En attente de désignation
Titulaire : Madame Muriel GASCO, Présidente ACCENT-PETITE ENFANCE	Suppléant(e) : en attente de désignation

« 10° Cinq représentants des professionnels des services aux familles, représentatifs des différents modes d'accueil et dispositifs présents dans le département, dont deux représentants des assistants maternels, deux représentants des professionnels des modes d'accueil collectif et un représentant des professionnels du soutien à la parentalité, désignés par les organisations syndicales représentatives ;

Titulaire : Monsieur PETITDEMANGE Stéphane, représentant de la CFDT	Suppléant(e) : En attente de désignation
Titulaire : Madame GROLL Anne-Sophie, Directrice des Multiaccueils ô comme 3 pommes (CC Portes de Meuse)	Suppléant(e) : Madame GLAUDEL Aurore (CC portes de Meuse)
Titulaire : Madame GOMARD Anne-Marie, médiatrice familiale DE du service AJ médiation familiale (Accueil des jeunes)	Suppléant(e) : En attente de désignation
Titulaire : Madame MANZONI Caroline, animatrice du RPE de Saint Mihiel	Suppléant(e) : En attente de désignation
Titulaire : Madame LAGARDE Christelle, Directrice du multi-accueil de Revigny sur-ornain	Suppléant(e) : Madame SLINKMAN Jessy

« 11° Un représentant des particuliers-employeurs d'assistants maternels ou de garde d'enfants à domicile, conjointement désigné par les organisations représentatives des particuliers employeurs ;

Titulaire : Madame BON Bénédicte	Suppléant(e) : Madame BOZON-WEBER Laurence
--	--

« 12° Un représentant des employeurs privés conjointement désigné par la ou les chambres de commerce et d'industrie, la chambre de métiers et de l'artisanat de région, la chambre régionale de l'économie sociale et solidaire et la chambre d'agriculture ;

Titulaire : Madame LEHERLE Armelle	Suppléant(e) : Madame LOUIS Cécilia
--	---

« 13° Un représentant des employeurs publics du département, désigné par le secrétaire général aux affaires régionales ;

Titulaire : Monsieur le Président de l'association SEISAAM	Suppléant(e) : Monsieur VERCOLLIER Lionel
--	---

« 14° Le président de l'union départementale des associations familiales ou son représentant ainsi que deux parents ou représentants légaux d'enfants désignés par le préfet sur proposition du président de l'union départementale des associations familiales ;

« 15° Deux personnes qualifiées dans le domaine de l'accueil des jeunes enfants, du soutien à la parentalité et de la conciliation de la vie familiale et de la vie professionnelle, désignées par le préfet sur proposition des vice-présidents ;

Titulaire : Monsieur KONTZ, Président du RESADOM	Suppléant(e) : Madame LECUIVRE, RESADOM
Titulaire : Monsieur VORMS Benoît, Directeur de l'association Alys	Suppléant(e) : Monsieur BELLO , Association Alys

Article 5: En vertu de l'article D. 214-4, la caisse d'allocation familiales du département de la Meuse assure le secrétariat du comité départemental des services aux familles et organise à ce titre ses travaux. Il sera assuré par **Madame Stéphanie FAULHABER**, Responsable du service Action sociale de la CAF de la Meuse.

Article 6: La liste des membres du comité est arrêtée par le président du comité, après avis des vice-présidents, tous les six ans. Le mandat des membres du comité est de six ans renouvelables. Il prend fin s'ils perdent la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés. Dans ce cas ou en cas de démission ou de décès d'un membre avant l'expiration de son mandat, il est pourvu à son remplacement dans un délai d'un mois. Le mandat de son remplaçant prend fin à la date à laquelle aurait cessé celui du membre qu'il a remplacé. Les membres du comité exercent leur mandat à titre gratuit.

Article 7: Le préfet de la Meuse et la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat.

Bar-le-Duc, le **27 DEC. 2022**



Le préfet

Délais et voies de recours (application des articles L.411-2 du code des relations entre le public et l'administration et R.421-1 et suivants du Code de justice administrative).

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet de la Meuse, 40 rue du Bourg - 55 012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau - 75 800 - Paris Cedex 08 ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif de NANCY - 5 place de la Carrière - CO 20038 - 54036 NANCY Cedex - le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

3 7 000 000